



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France
Unité départementale de Seine-et-Marne**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 12 décembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/10/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CALCAIRES DE LA BRIE +CEMEX

Lieu-dit Lugins
77486001

77141 VAUDOY EN BRIE

Références : E\22-2573

Hélios :77_2022_58085

Code AIOT : 0006517332

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/10/2022 dans la carrière de matériaux calcaires 77486001 exploitée par les sociétés CALCAIRES DE LA BRIE et CEMEX à VAUDOY EN BRIE (77). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CALCAIRES DE LA BRIE +CEMEX
- Lieu-dit Lugins 77486001 77141 VAUDOY EN BRIE
- Code AIOT : 0006517332
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette carrière est autorisée pour 30 ans, remise en état comprise, à compter du 29 mars 2017. La remise en état prévue est une remise en état agricole.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- le plan de gestion des déchets inertes de l'industrie extractive,
- les suites de la visite précédente (dépot sauvage à évacuer),
- l'utilisation de produits explosifs,
- la prévention des pollutions accidentelles
- la sécurité du public (contrôle des accès).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Utilisation de produits explosifs	Arrêté Préfectoral du 02/06/2022, article 4 et 9	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Equipements annexes	Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 3.5	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
11	Dispositions Générales	Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 4.1 et 4.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
12	Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 3.16	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I	/	Sans objet
2	Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
3	Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
4	Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
5	Utilisation de produits explosifs	Arrêté Préfectoral du 02/06/2022, article 3	/	Sans objet
7	Rubriques de classement au titre des installations classées et de la nomenclature	Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article I-2	/	Sans objet
8	Accès	Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 3.4	/	Sans objet
10	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 4.4.2.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit être plus rigoureux dans l'utilisation des produits explosifs. Il lui sera rappelé que l'autorisation d'utiliser des produits explosifs peut lui être retirée à tout moment sans mise en demeure ni préavis.

L'exploitant doit rendre la base vie opérationnelle, entretenir le merlon le long de la piste reliant la carrière de Vaudoy à celle de Pécy et mieux contrôler les accès.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement.</p> <p>On entend par zone de stockage :</p> <ul style="list-style-type: none">- lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. <p>Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté.</p> <p>On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol).</p> <p>Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.</p>
Constats : <p>Les travaux de découverte de la première phase d'exploitation sont en cours et la terre végétale est stockée sur site, la verse de stériles de découverte est en cours de constitution.</p> <p>Ces matériaux seront intégralement conservés sur place et utilisés dans le cadre de la remise en état de la carrière.</p> <p>Ils resteront en place plus de trois ans, il y a donc bien dans cette carrière des installations de stockage de déchets inertes de l'industrie extractive.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.
Constats : Il n'a pas été diagnostiqué de potentiel risque de perte d'intégrité de stockage de déchets de l'industrie extractive sur la carrière de Vaudoy-en-Brie. Les zones de stockage de déchets inertes de l'industrie extractive ne sont pas des installations de catégorie A.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés. L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaires correspondantes.
Constats : Ces éléments figurent sur le plan annuel des stocks de terres établi en juin 2022. Il sera mis à jour en fin d'année ainsi que son annexe qui indiquera les volumes présents.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Plan de gestion des déchets –surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;-le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;-la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;-la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;-en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;-les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;-le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
Constats : Prescriptions respectées. Plan de Gestion "juin2022" remis le 19 octobre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Utilisation de produits explosifs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral UDR du 02/06/2022, article 3
Thème(s) : Autre, personne responsable de l'utilisation des explosifs sur le lieu de l'emploi
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La personne responsable de l'utilisation des produits explosifs sur le lieu de l'emploi au titre de la présente autorisation est Monsieur A ou en son absence Monsieur B, régulièrement habilités à l'emploi de produits explosifs. Ils ne mettent pas en œuvre eux-mêmes les explosifs. La présente autorisation n'est valable qu'autant que ces personnes nommément désignées assumeront cette responsabilité. Toute nouvelle désignation impliquera qu'une nouvelle demande d'autorisation soit déposée.
Constats : Prescription respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : utilisation de produits explosifs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2022, articles 4 et 9
Thème(s) : Autre, Examen du registre

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

4-1 : Fréquence maximale des livraisons : la fréquence maximale des livraisons est fixée à deux par semaine quarante-cinq fois par an, dans la limite de cinquante livraisons par an, correspondant à cinquante tirs.

4-2 : Quantités maximales autorisées en une seule expédition :

Les quantités maximales de produits explosifs que le bénéficiaire est autorisé à recevoir en une seule expédition sont fixées à

- **3 000 kg** d'explosifs (émulsion encartouchée, emulstar 8000 et nitrate fuel)
- **650 m** de cordo détonant
- **100** détonateurs non électriques
- **2** détonateurs électriques de division de risque 1.1.B, 1.4.B

4-3 : Quantités annuelles maximales :

- **150 000 kg** d'explosifs de division de risque 1.1.D. : nitrate fuel en vrac ou émulsion encartouchée,
- **5000** détonateurs non électriques,
- **100** détonateurs électriques
- **32 500 m** de cordeau détonnant

Les personnes désignées à l'article 3 doivent tenir un **registre de réception et de consommation** des produits explosifs. Y sont précisés le fournisseur, l'origine des envois, leurs modalités, l'usage auquel les explosifs sont destinés, les renseignements utiles en matière d'identification, les quantités maximales à utiliser dans une même journée, les modalités de conservation et de protection permanente entre le moment de la réception et celui de l'utilisation, les mesures prévues pour assurer dans les délais convenables le transport et la conservation dans un dépôt des explosifs non utilisés ou leur restitution au fournisseur avec l'accord de celui-ci.

Ce registre sera présenté à toute requête de l'autorité administrative.

Constats :

- L'arrêté préfectoral du 2 juin 2022 permet 50 tirs. Il y a eu 15 tirs du 17 juin 2022 au 5 octobre.
- L'arrêté préfectoral du 2 juin 2022 permet 2 livraisons au maximum par semaine : Il y a eu 3 livraisons la semaine du lundi 1er août. Cette prescription n'est pas respectée.

- Les quantités de produits explosifs commandées (visibles sur le bon d'accompagnement), les quantités livrées (reportées dans le registre "conso explosif Vaudoy", les quantités mises en oeuvre (livrées -reprises) sont inférieures à la quantité maximale commandée fixée par l'arrêté préfectoral du 2 juin 2022.

L'unique mode de tir retenu pour cette carrière est le tir utilisant des détonateurs non électriques. Les quantités demandées/ livrées/ utilisées sont inférieures à la quantité maximale fixée par l'arrêté préfectoral.

Le registre de consommation informatique de l'exploitant mentionne 3 détonateurs électriques pour la journée du 4 juillet (4ème tir depuis le 2/6/22) au lieu de 2 permis par l'arrêté préfectoral. L'exploitant a déclaré qu'il s'agissait d'une erreur et a corrigé le registre informatique. Toutefois, l'inspection a demandé à consulter l'ensemble des documents relatifs au tir du 4 juillet et a constaté que ces documents sont bien disponibles sur site : le bon d'accompagnement du 4 juillet 2022 mentionne bien 3 détonateurs électriques au lieu de 2. Cette prescription n'est pas respectée. De plus la personne qui a modifié le registre informatique n'est pas l'une des personnes responsables de l'utilisation des produits explosifs sur le lieu de l'emploi.

<p>Examen du registre.</p> <p>Le tableau excel " conso explosifs Vaudoy" ne répond pas aux exigences de l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 2/6/22. D'autres personnes que les personnes désignées à l'article 3 y ont accès et peuvent le modifier.</p> <p>L'exploitant doit mettre en place un registre "papier" conforme aux prescriptions de l'article 9 et faire preuve de plus de rigueur en respectant l'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 2/6/22.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Rubriques de classement ICPE et IOTA

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article I-2
Thème(s) : Situation administrative, rubriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rubriques des ICPE et des IOTA sont listées à l'article I-2.</p>
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La carrière est en cours d'exploitation (2510-1). - Il n'y a pas d'installations de traitement de matériaux (2515). - Il n'y a pas encore de stockage de carburant sur site. - Les piézomètres sont existants (1.1.1.0). - Le rabattement de nappe n'est pas en service, le matériel n'est pas en place (2.2.1.0 rejet des eaux d'exhaure dans un bassin d'infiltration, 2.2.3.0 rejet d'une partie des eaux d'exhaure dans le ru du Réveillon à titre exceptionnel et dans les condition prévues par l'arrêté d'autorisation d'exploiter la carrière). - Les rubriques 3.2.3.0 (plans d'eau permanent ou non) et 3.3.2.0 (réalisation d'un réseau de drainage) ne sont pas d'actualité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 3.4
Thème(s) : Autre, Dispositions particulières aux carrières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le débouché du site sur la voirie publique est signalé et aménagé pour ne pas créer de risque pour la sécurité publique.</p> <p>Pendant les premières années, seule la société CEMEX GRANULATS exploitera le gisement et une seule installation de pré traitement sera présente sur le site.</p> <p>Le trafic s'effectuera par la piste interne entre les installations de PÉCY et le site de VAUDOY-EN-BRIE. La deuxième installation de pré traitement sera mise en route quand le gisement exploité par CALCAIRES DE LA BRIE à PÉCY sera épuisé.</p> <p>Avant la mise en route de la deuxième installation de pré traitement, le croisement entre la RD 208 et le CR du « Bois des Lugins » sera aménagé et sécurisé avec notamment la création d'un îlot central en dur interdisant tout mouvement de tourne à gauche et la mise en place d'une dalle de répartition des charges au droit du pipeline.</p> <p>Aucune sortie de matériaux n'est autorisée avant la mise en service de ces aménagements.</p>

<p>Les aménagements de l'accès à la voirie publique font l'objet d'un accord entre le service gestionnaire de celle-ci et l'exploitant. Des panneaux de signalisation de type A 14 avec mention « sortie de carrière » sont implantés avant et après le débouché de l'accès. Conformément à l'article L. 411-6 du code de la route, le droit de placer en vue du public des indications ou signaux concernant à un titre quelconque la circulation n'appartient qu'aux autorités chargées des services de la voirie.</p>
<p>Constats : L'accès à la route n'est pas réalisé, il n'est pas prévu de sortir des matériaux ni d'accueillir des remblais par voie routière tant que le gisement de la carrière "Calcaires de la Brie" de la carrière de Pécy n'est pas épuisé.</p> <p>La piste permettant d'apporter les calcaires extraits aux installations de traitement de matériaux de la carrière CEMEX de Pécy est en service. L'exploitant précise qu'il détient une permission de voirie pour la traversée du chemin des Lugins par des dumpers non immatriculés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 9 : Equipements annexes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 3.5</p>
<p>Thème(s) : Autre, Dispositions relatives aux carrières</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée : Avant le début de l'exploitation, il est mis en service les équipements annexes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une ou plusieurs aires étanches pour le ravitaillement des engins reliées à un décanteur-déshuileur. Ces aires sont conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif à l'exploitation de carrière. - L'arrivée d'eaux d'exhaure doit se faire par un émissaire équipé d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement. - Une base vie est mise à la disposition d'environ 20 personnes. Cette base vie est notamment pourvue de toilettes raccordées à un système d'assainissement individuel. <p>Avant la mise en route de la deuxième installation de pré traitement, un laveur de roues et un poste de pesée seront installés avant la sortie de site aménagée au croisement entre la RD 209 et le CR du « Bois des Lugins ». Le chemin reliant le laveur de roues à la sortie de site sera réalisé en enrobé.</p>
<p>Constats : Une aire étanche est présente. Une base vie correctement dimensionnée est présente sur site. L'exploitant déclare que l'entreprise extérieure qui réalise les travaux de terrassement et d'extraction de cette carrière préfère utiliser les locaux sociaux mis à sa disposition par CEMEX à PECY. Le personnel arrive à la carrière Cemex de PECY et rejoint la carrière de Vaudoy en Brie en utilisant la piste.</p> <p>Toutefois l'inspection constate que les équipements de la base vie (évier, micro onde, réfrigérateur) ne sont pas utilisables en l'état. L'inspection s'interroge également sur l'alimentation en eau par citerne et l'absence d'indication "eau non potable" aux robinet et douches.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suite</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 10 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 4.1.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des sols
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier ainsi que leur stationnement prolongé en dehors des heures d'activité sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Le système de récupération fait l'objet d'une vidange régulière par une société spécialisée. Il s'assure de disposer à proximité immédiate des produits décrits au 3 ci-après et de moyens de lutte incendie.</p> <p>3-L'exploitant dispose de produits fixants ou absorbants appropriés permettant de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus. Ces produits sont repérés, facilement accessibles et accompagnés de moyens nécessaires à leur mise en œuvre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une aire étanche conforme est présente sur site. Deux engins à chenilles sont stationnés sur l'aire étanche.</p> <p>L'aire étanche est de taille conséquente mais ne permet pas de parquer l'ensemble des engins de chantier vu en activité le jour de l'inspection.</p> <p>L'exploitant déclare que les dumpers sont ramenés tous les soirs dans la carrière CEMEX de Pécy, et que tous les engins à chenilles sont garés sur l'aire étanche.</p> <p>L'exploitant déclare que le plein des réservoirs des engins se fait à partir d'une citerne routière d'un fournisseur extérieur et sur l'aire étanche.</p> <p>Le point 3 n'a pas été vérifié.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Dispositions Générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 4.1 et 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...) L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit les vibrations et l'impact visuel.</p> <p>Intégration dans le paysage :</p> <p>L'ensemble du site est maintenu propre ...</p> <p>Les abords de l'installation, placé sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté(...)</p> <p>(...)Ne sont stockés sur la carrières que les matériaux à traiter, les matériaux de découverte, les matériaux valorisables ou les matériaux nécessaires à la remise en état.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dépôt de déchets divers vu dans un bosquet lors de l'inspection de 2021 a été évacué.</p> <p>Un fut métallique est présent à l'intérieur de la carrière en limite de clôture, il doit être évacué.</p> <p>Le merlon le long de la piste reliant la carrière de Vaudoy aux installations de la carrière de CEMEX</p>

à Pécy n'est pas entretenu.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 3.16
Thème(s) : Autre, Limitation d'accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Durant les heures d'activité (cf article 1.3.5), l'accès à la carrière est contrôlé. en dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit.</p> <p>L'accès de l'exploitation est interdite au public. En particulier, une clôture solide et efficace empêche l'accès aux zones de travaux , tout particulièrement les fronts d'exploitation. Des pancartes indiquant le danger sont apposées à intervalle régulier sur le chemin d'accès et aux abords des travaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>La phase 1 de la carrière est clôturée. le site dispose de deux portails d'entrée pour séparer l'accès VL de celui des dumpers qui font la navette entre des installations de traitement de la carrière CEMEX de Pécy et la carrière.</p> <p>L'inspection constate le jour de la visite que le portail d'accès à la piste Cemex est grand ouvert alors que comme les installations Cemex sont en panne (il n'y a pas de navette vers les installations), il devrait être fermé.</p> <p>Cette piste permet l'accès à la carrière Cemex de Pécy par le nord à partir d'un chemin ouvert au public. L'exploitant doit démontrer qu'il contrôle cet accès.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

